

Transparence et participation pour améliorer la redevabilité du service de l'eau

Auteur :SARR Mohamed Moustapha & Alpha Diallo Boubacar.
Mars 2018 / République de Guinée

Description des bonnes pratiques

Contexte :

- Une situation de monopole du milieu carcéral, des pouvoirs discrétionnaires, sans transparence et sans responsabilité.
- Mauvaise influence de certains responsables sur les processus et procédures (intérêts personnels).
- Manque de durabilité des interventions en soutien au secteur de l'eau.

Description :

- Appel d'offres (AO) respectant des procédures de transparence et de participation dans le choix d'entreprises spécialisées en AEP.

Éléments clés pour une mise en œuvre réussie

Conditions nécessaires pour que ça marche:

- Impliquer tous les partenaires dans le processus d'AO.
- Améliorer la qualité des dossiers d'appel d'offres et la transparence dans les processus d'attribution.
- Placer l'intérêt général au dessus des intérêts individuel afin de contribuer à la création d'un climat sain.
- Améliorer la redevabilité en jouant sur la communication
- Plaider régulièrement pour l'application des procédures contractuelles et encourager les bonnes pratiques.

Challenges:

- Exposition des tentatives de corruption.
- Mauvaise Influence de certain responsable clés.
- Concilier la volonté du maitre d'ouvrage et les engagements du projet vis-à-vis des bénéficiaires.

Conclusions & recommandations

Avantages

- Un pas vers la bonne gouvernance du secteur de l'eau.
- Plus de place pour les questions d'équité.
- Une base solide pour des services de l'eau gérés de façon responsable et durable.

Conditions préalables

- Bonne capacité du personnel de projet;
- Clarté et précisions dans tous les documents de projets.

Recommandations

- Ne jamais céder aux tentatives de corruption.
- Rester toujours fidèles aux documents contractuel
- Respecter les procédures validés.

Autres informations :

Contact: SARR Mohamed / Coordinateur WASH / msa@tdh.ch
Projet PARJU : Programme d'appui à la reforme judiciaire en Guinée.
Financement Union Européenne dans le cadre du 10ieme FED.



Terre des hommes
Aide à l'enfance.